

**29 Mai : le libéralisme en échec, point d'appui pour les luttes
et pour une véritable Loi d'Orientation et de Programmation de la Recherche.**

Le vote du 29 mai a créé une situation nouvelle. Le résultat très net du référendum dans un contexte de large participation au vote, le débat citoyen, la forte mobilisation des électeurs sont un fait de première importance. Le sens du NON, c'est le rejet des politiques néolibérales qui ont marqué la construction de l'Europe. Ce n'est pas le rejet de l'Europe. C'est aussi le signe de l'attachement au service public, aux valeurs de solidarité et de démocratie.

Le congrès de Créteil avait exprimé le rejet du TCE. Il a appelé les universitaires à se prononcer pour le non, il a affirmé le respect du choix de chaque syndiqué.

Des syndiqués et, au-delà, des collègues ont exprimé des interrogations sur la démarche voulue par le congrès. D'autres, en très grand nombre, syndiqués ou non, y ont adhéré et l'ont portée.

Dans la diversité des expressions, le syndicat c'est la capacité à mener le débat dans l'ouverture, le pluralisme, à développer actions et initiatives dans l'unité. Le memorandum intersyndical que le SNESUP vient de transmettre au premier ministre en est la dernière expression (extrait ci-dessous et sur le [site SNESUP](#) ou en cliquant ci-après sur [memorandum.rtf](#) ou [memorandum.pdf](#)). Le recul du Ministre sur la loi scolaire Fillon est un premier signe : nous pouvons mettre en échec une politique régressive.

Ce civisme syndical est le pivot du **rassemblement de toutes les forces du mouvement et du renforcement du syndicat.**

La Lettre de Jean Fabbri au nouveau Ministre :

« 1 sur l'emploi scientifique, 2 sur les IUFM, 3 sur la précarité, 4 sur l'ensemble du dossier LOP Recherche:

Des revendications précises et exigences de fond sont posées dans les établissements d'enseignement supérieur comme dans les organismes de recherche, dans le mouvement pour sauver la recherche et l'université, comme dans les actions qui se développent dans différents établissements. Le SNESUP-FSU, premier syndicat des enseignants du supérieur vous demande donc que ces points essentiels soient l'objet de cette entrevue. ».

Le SNESUP, L'Intersyndicale et SLR s'adressent ensemble à De Robien :

Dans cette situation nouvelle, et avec force le SNESUP s'est adressé au nouveau Ministre de l'Education et de la Recherche, dès ce jeudi 2 juin. Il a proposé à l'Intersyndicale de s'adresser au nouveau 1er Ministre, ce qui a été décidé dès ce Vendredi 3 juin. Enfin le SNESUP est intervenu pour adresser ensemble dès ce même vendredi une demande commune de véritables négociations sur la LOPR entre le Ministre d'une part, les syndicats et SLR d'autre part

A sa demande, la FSU sera reçue par Gilles de Robien, le mercredi 8 juin à 18 h. dans sa délégation, le Secrétaire Général du SNESUP exprimera nos revendications pour l'enseignement supérieur et la recherche.

Vendredi 10 juin, le Premier Ministre de Villepin également recevra la FSU. Dans sa délégation, le SNCS exprimera notre exigence de véritables négociations de la LOPR.

Le Mémoire de l'Intersyndicale

Et il manque toujours l'essentiel, la programmation pluriannuelle des emplois et des moyens ainsi que des instances de prospective et d'évaluation composées démocratiquement et majoritairement d'élus, avec la parité entre tous les personnels de recherche. A cette heure, aucune mesure n'est prise pour donner confiance aux acteurs de la recherche –doctorants, post doctorants, enseignants du supérieur, chercheurs, ingénieurs, personnels techniques, administratifs...-, pour améliorer leurs conditions de travail, leur carrière et pour sortir plusieurs milliers d'entre eux d'une inacceptable situation de précarité. C'est pourquoi nous réclamons, avec SLR, d'authentiques négociations sur le contenu de la loi.

Nous avons le mois de juin pour faire rentrer TOUTES LES COTISATIONS qui manquent encore.

Nous avons quelques semaines pour **proposer aux collègues, notamment les jeunes collègues l'adhésion au SNESUP**, force d'écoute, de proposition, de revendication, de rassemblement ! Il y faut de la conviction, une volonté ferme de mener le débat, de présenter le SNESUP aux collègues, de leur proposer dès maintenant une cotisation/adhésion adaptée courant dès maintenant et valable pour l'année suivante !

L'avenir du service public d'enseignement supérieur et de recherche, les collègues dans leur vie professionnelle quotidienne, pour leurs conditions de vie et de travail, pour leur pouvoir d'achat,

NOUS AVONS TOUS BESOIN DU SNESUP. ALORS RENFORÇONS LE !